



Organisation
internationale
du Travail

Résumé exécutif

From the Great Recession to labour market recovery: Issues, evidence and policy options

[De la grande récession à la reprise du marché du travail: questions, constatations, et options politiques]

Sous la direction de Iyanatul Islam et Sher Verick

La grande récession de 2008-09 a été la pire depuis la seconde guerre mondiale. La crise financière qui a démarré aux Etats-Unis au milieu de l'année 2007 s'est rapidement transformée en resserrement du crédit avec un effondrement dramatique des flux commerciaux. Suite à cela, des millions de personnes dans le monde ont perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance. Les conséquences tragiques au niveau mondial se sont cependant juxtaposées dans une incroyable diversité selon les régions et les pays.

Cet ouvrage apporte de nouveaux éléments sur cet épisode complexe grâce aux recherches réalisées par le personnel actuel et ancien du BIT sur la dimension macroéconomique et la dimension du marché du travail de la grande récession. Il offre une vision globale, interprétant les causes, les conséquences et les réponses politiques du point de vue des pays en développement et des pays développés. Dans leur examen approfondi, les personnes qui ont contribué à cet ouvrage ont identifié quelques messages essentiels.

- Il y a eu différentes interprétations de la période qui a précédé la crise, avec d'un côté une vision optimiste de l'économie mondiale (la «grande modération», l'âge de «platine»), et de l'autre une analyse plus pessimiste à partir de la situation des pays en développement (les «décennies perdues», la «crise avant la crise»). Quelle que soit la perspective, la période ascendante (2002-2007) était perçue (de façon erronée) par l'écrasante majorité des observateurs comme une période où le risque et la volatilité restaient faibles, un des facteurs majeurs sous-jacents à la crise qui a débuté au milieu de l'année 2007. Cependant, la crise a rapidement dévoilé que l'économie mondiale était beaucoup moins solide et stable en 2007 que ne le croyaient nombre de chercheurs, d'investisseurs et de décideurs politiques.

- Au cours de la récession sévère qui a suivi, certains pays ont été terriblement affectés et ont souffert d'une contraction de leur économie semblable à une dépression de plus de 10 pour cent en 2009. Des millions de personnes ont perdu leur emploi, avec l'accroissement du découragement, du travail informel et de la pauvreté au travail. Les catégories les plus touchées ont été les jeunes, les hommes, les travailleurs temporaires, les travailleurs non qualifiés et les migrants, ce qui s'explique essentiellement par la composition des secteurs touchés par la contraction économique.
- Parallèlement, une série de pays en sont sortis pratiquement indemnes, notamment les grands pays asiatiques en développement (la Chine et l'Inde). Certains pays qui ont connu une forte contraction de leur économie ont même pu éviter une détérioration majeure de leurs marchés du travail. Les pays en développement en général ont été confrontés à une décélération de la croissance plutôt qu'à une véritable dépression, mais cette tendance a quand même eu des implications négatives sur les progrès en matière de réduction de la pauvreté. Les constatations semblent suggérer que le rôle de certains canaux de transmission (par exemple les flux commerciaux) a été plus important que d'autres (par exemple les envois de fonds des travailleurs émigrés) dans la décélération de la croissance.
- En réalité, la diversité de la crise est un des sujets essentiels de cet ouvrage, avec la grande variation de son impact sur les économies et de ses conséquences pour les marchés du travail. Cette diversité peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs, comme les différences de la situation initiale, la phase du cycle conjoncturel, la présence d'une bulle dans le secteur immobilier, la solidité du marché du travail et l'étendue de la marge de manœuvre budgétaire.
- La position agressive en termes de relance macroéconomique et de politiques du marché du travail adoptée par certains gouvernements de pays avancés et de certains pays en développement a contribué à éviter une dépression plus profonde. Une des grandes leçons à tirer est donc que les pays ne peuvent pas rester passifs devant ces crises, même si tout dépend de leur volonté politique et de leurs capacités techniques et financières à intervenir. À ce propos, la question, connue depuis très longtemps, du manque de marge de manœuvre politique et budgétaire des pays en développement a pris une nouvelle importance. Les études montrent que plus de 70 pour cent des pays en développement ont des contraintes budgétaires et ne sont pas en mesure de se lancer dans des politiques appropriés pour répondre à la conjoncture économique et contrebalancer les conséquences délétères des chocs extérieurs. Pour renforcer cette marge de manœuvre budgétaire et politique, il sera nécessaire de combiner des initiatives nationales avec la coopération internationale.
- Un certain nombre de pays ont réussi à conjurer la montée du chômage grâce à leurs politiques du marché du travail, notamment avec les programmes de partage du travail, qui ont permis

de maintenir les travailleurs menacés de licenciement dans leur emploi. Une série de pays à revenus intermédiaires (et certains pays à faible revenu) ont mis en place diverses politiques du marché du travail pour faciliter le processus d'ajustement.

- Au moins dans les premières phases de la crise (en 2008), l'implication des partenaires sociaux dans la conception et la mise en œuvre des mesures nationales pour répondre à la crise a été assez limitée. Cependant, des signes clairs montrent que les mesures anti-crise ont été inscrites de plus en plus souvent sur l'agenda des institutions tripartites ou des réunions ad hoc organisées avec la participation des partenaires sociaux en 2009. Généralement, les pays qui se sont tournés vers le dialogue entre les partenaires sociaux dans le cadre de leur réponse au ralentissement de l'économie ont réussi à élaborer plus rapidement des mesures économiques efficaces.
- Lorsque l'économie mondiale est entrée dans la phase de reprise à la fin de l'année 2009, le choix des décideurs politiques s'est très vite tourné vers les priorités concurrentes du maintien des mesures de relance et du début de la réduction de la montagne de dettes accumulées depuis 2007. Au moment d'écrire cet ouvrage, deux grands risques subsistent: le retrait prématuré des mesures de relance, se traduisant par une nouvelle crise économique (voire même une rechute dans la récession) et la menace d'une reprise sans emplois, qui est probable sauf si les politiques d'incitation à l'embauche et à l'investissement sont maintenues. Le chemin de la reprise sera long et incertain, et dépendra finalement de la capacité de la Chine (et dans une certaine mesure de l'Inde) à continuer à tirer la croissance mondiale. L'augmentation rapide de l'emploi durant la phase de reprise de l'économie dépend dans une large mesure de la nature des pertes d'emplois, s'il s'agit de pertes d'emploi cycliques ou structurelles. Le passé montre que, lorsque les récessions coïncident avec une mutation structurelle de l'économie, le retard entre le redémarrage du marché du travail et la reprise de la croissance du PNB peut être fort long.
- La grande récession a également engendré un débat tout à fait nécessaire sur les questions essentielles de la gestion macroéconomique. La suprématie du conservatisme macroéconomique dont les préoccupations sont de lutter contre l'inflation et de consolider les finances publiques pourrait maintenant céder le pas à un cadre politique permettant un nouvel engagement en faveur du plein emploi.

Ces éléments clefs servent de prélude au plaidoyer pour que l'on s'écarte d'un mode de gestion de la crise au profit d'une approche stratégique à long terme. Les auteurs explorent une série d'options politiques pour l'avenir après la crise. Cette approche comporte une série de politiques étroitement alignées sur l'Agenda du travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT.

Au niveau macroéconomique, les politiques monétaires, financières, budgétaires, les régimes de taux de change et la gestion des comptes de capitaux doivent être au service de la création d'emplois durables, y compris la création d'«emplois verts». Il faut plus de volonté politique en faveur des investissements dans la protection sociale, du respect des normes fondamentales du travail en temps de crise et d'une approche plus participative en matière de décisions politiques grâce au dialogue social. Il est légitime de mieux se prémunir contre la volatilité de l'économie. Dans ce sens, les décideurs politiques dans le monde pourraient envisager d'avoir recours périodiquement à des «tests de résistance» pour évaluer la vulnérabilité et la capacité de réponse des économies nationales à de futures crises.

À ces initiatives nationales doivent s'ajouter des efforts pour instaurer une nouvelle ère de coopération internationale et régionale. Il faudra pour cela: *a)* une plus grande autonomie politique pour les pays en développement; *b)* des règles équitables et transparentes pour réguler la circulation transfrontalière des personnes et des flux de capitaux étrangers; *c)* le respect des normes fondamentales du travail; *d)* la réduction des obstacles inéquitables au commerce des biens et des services qui ont une incidence pour les pays en développement; *e)* une coordination macroéconomique mondiale pour favoriser le plein emploi; *f)* un «socle socio-économique» pour la communauté mondiale avec la mise en œuvre d'un niveau minimal de protection sociale pour tous dans toutes les nations; *g)* la réglementation des flux de capitaux à court terme en réformant l'architecture financière mondiale; *h)* la mobilisation de ressources supplémentaires pour l'assistance au développement; et *i)* la modification des institutions de la gouvernance mondiale pour les rendre plus démocratiques, plus responsables et plus transparentes. Ces éléments forment l'agenda de la mondialisation équitable – un agenda qui semble dans l'esprit de l'ère qui s'ouvre après la crise. D'autres agences multilatérales – comme la Banque mondiale avec sa notion de «mondialisation responsable» et la Banque asiatique de développement avec son plaidoyer pour un «rééquilibrage» du modèle de croissance axé sur l'exportation pour corriger les déséquilibres mondiaux – contribuent à créer un élan intellectuel en faveur d'un nouveau modèle politique qui réponde aux défis de l'emploi et du marché du travail. Les conclusions contenues dans les différents chapitres de cet ouvrage sont tout à fait favorables à ce paradigme politique émergent.

Copyright © Organisation internationale du Travail, 2011

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org

